



Extracted from *Traditional Justice and Reconciliation after Violent Conflict: Learning from African Experiences (French)*

© International Institute for Democracy and Electoral Assistance 2009.

**International IDEA, Strömsborg, 103 34 Stockholm, Sweden**  
**Phone +46-8-698 37 00, Fax: +46-8-20 24 22**  
**E-mail: [info@idea.int](mailto:info@idea.int) Web: [www.idea.int](http://www.idea.int)**

# Préface

Une des grandes questions auxquelles doivent faire face les démocraties sortant d'un conflit civil est : comment gérer au mieux le douloureux héritage de la violence passée – souvent bien trop récente – tout en préservant la fragile harmonie sociale qui caractérise fréquemment les sociétés post-conflit ? Doit-on en priorité traduire en justice les auteurs des violations des droits humains et ainsi combattre la culture d'impunité qui caractérise tant de conflits civils ? Ou est-il plus important de s'atteler d'abord à des mesures qui favoriseront la paix et la stabilité, et avec elles les perspectives de récupération à plus long terme pour le pays ?

Ces questions sont complexes, pourtant la dynamique des conflits contemporains nous oblige à en tenir compte. Dans les régions touchées par des guerres civiles et des troubles violents, les aspects critiques des agendas nationaux post-conflit permettent rarement des « solutions » faciles et généralisables. Il est de plus en plus largement admis que les meilleures ressources – et, de ce fait, les meilleures « réponses » – aux nombreux dilemmes apparemment insolubles qu'implique la gestion des conséquences d'un conflit violent se trouvent dans les pays eux-mêmes.

En Afrique, en particulier, les mécanismes sociaux traditionnels offrent des ressources autochtones sous-estimées de gestion des conflits. À la suite de l'expérience rwandaise des *gacaca*, version « modernisée » d'une forme autochtone de règlement des litiges qui a été développée et appliquée au lendemain du génocide de 1994, la communauté internationale s'intéresse de plus en plus au rôle potentiel des mécanismes traditionnels dans les stratégies de réconciliation et de justice transitionnelle. Plus récemment, en Ouganda, pays déchiré par la violence depuis vingt ans, le débat sur les rôles respectifs de la Cour pénale internationale (CPI) et des pratiques de réconciliation traditionnelles des Acholi montre que les mécanismes traditionnels prennent de l'importance parmi les politiques envisagées afin de parvenir à un règlement pacifique.

Les tentatives d'analyser et d'évaluer de façon systématique le rôle et l'impact des mécanismes traditionnels dans les contextes post-conflit sont trop rares. Ce rapport a pour ambition de combler cette lacune en étudiant le rôle que jouent les mécanismes de justice traditionnelle dans la gestion de l'héritage de conflits violents dans cinq pays d'Afrique : le Rwanda, le Mozambique, l'Ouganda, la Sierra Leone et le Burundi. Ces études de cas permettent de présenter des conclusions et des options pour l'élaboration des politiques futures.

Ce rapport est destiné tout autant à apporter des connaissances générales qu'à servir de guide du praticien aux instances nationales qui cherchent à employer des mécanismes de justice traditionnelle, ainsi qu'aux organismes extérieurs qui souhaitent soutenir de tels procédés. Il suggère que les mécanismes traditionnels peuvent dans certains cas

compléter efficacement les systèmes judiciaires conventionnels et offrir un véritable potentiel de promotion de la justice, de la réconciliation et de la culture démocratique. Par ailleurs, même dans les situations où les communautés sont plus enclines à exiger le châtement pur et simple des coupables, les mécanismes de justice traditionnelle peuvent encore constituer un moyen de rétablir le sens des responsabilités tout en reliant la justice au développement de la démocratie.

Dans le même temps, ce rapport met en garde contre les attentes irréalistes à l'égard des structures traditionnelles. Il présente une évaluation factuelle et mesurée des points forts et des points faibles des mécanismes traditionnels de gestion des conflits dans le cadre élargi des efforts de reconstruction sociale post-conflit.



*Vidar Helgesen*  
*Secrétaire général*  
*International IDEA*